

Marcel JOLLIVET et Nicole EIZNER [dir.], *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, 399 p.

Isabel Boussard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/21>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Isabel Boussard, « Marcel JOLLIVET et Nicole EIZNER [dir.], *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, 399 p. », *Ruralia* [En ligne], 01 | 1997, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/21>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Marcel JOLLIVET et Nicole EIZNER
[dir.], L'Europe et ses campagnes, Paris,
Presses de Sciences Po, 1996, 399 p.

Isabel Boussard

- 1 Un certain nombre de chercheurs sociologues, historiens, géographes, politistes, économistes se sont réunis pour réfléchir au poids d'un passé qui reste prégnant et à un avenir, pour lequel on se pose plus de questions que l'on ne peut apporter de réponses. « Si tout le monde sent que l'avenir de l'agriculture est de nouveau à réinventer, que l'on est dans une période transitoire, aucun modèle alternatif n'émerge vraiment » (p. 370). Et l'on pourrait en dire autant du monde rural, désormais séparé de l'agricole. Tout un chacun sait que, dans la plupart des pays, et notamment en Grande-Bretagne et en France, les agriculteurs ne forment plus qu'une minorité dans la population des communes rurales, composée d'ouvriers, employés, retraités, etc.¹ Ces nouvelles données appellent à redéfinir le statut même de l'agriculteur, passé de « paysan » à « entrepreneur » et pour lequel le problème est de savoir s'il est souhaitable qu'il devienne un « jardinier du paysage » et s'il l'acceptera ? On parle de la « déconstruction de la conception classique de la ruralité », de « la ruralité non agricole et pluri-active » (p. 62). En ce qui concerne cette dernière notion, il est souvent oublié que la pluri-activité n'est point nouvelle : « L'avancée des recherches impose cette constatation : au XIXe siècle autant qu'au XVIIIe siècle, l'exception n'est pas le pluri-actif mais le mono-actif. [...] Pour le XIXe siècle et sans doute pour le XVIIIe siècle, l'exploitation exclusivement agricole est une construction purement théorique ou la projection anachronique de la réalité ou du rêve volontariste des années 1950 » (p. 63).
- 2 Que « les systèmes agraires européens tendent vers une certaine uniformité [...] ne date pas d'hier » (p. 47). Ce fut le « triomphe de l'exploitation familiale », aujourd'hui remis en cause. Et pourtant, que d'obstacles, que d'hétérogénéités entre une Europe du Nord qui cherche à sortir du seul modèle productiviste et une Europe du Sud qui tente plutôt d'y entrer ; entre une Europe du « centre » où domine l'exploitation familiale et une

périphérie où le grand domaine occupe une place considérable ; entre une Europe de l'Ouest et celle de l'Est dans laquelle le collectivisme n'est pas mort. La population active agricole des pays de l'Est « n'est pas prête à se lancer dans l'aventure risquée de l'exploitation familiale. En Bulgarie, par exemple, existe un fort mouvement favorable au maintien des fermes collectives ; en Russie, ce mouvement est plus fort encore. De surcroît, quand un paysan reprend une exploitation individuelle, cas fréquent en Roumanie, c'est moins pour se lancer dans des spéculations commerciales que pour l'autoconsommation familiale. Aussi bien, dans beaucoup de pays, si on a liquidé les fermes coopératives pour rendre les terres aux anciens propriétaires, les fermes d'État ont été conservées avec l'idée qu'elles serviraient à l'alimentation des villes » (pp. 48-49).

- 3 Plusieurs auteurs se penchent sur le problème de l'identité sociale. « Si l'on parle en France de “crise identitaire”, en particulier de crise de l'identité professionnelle agricole, c'est pour désigner l'inadéquation croissante entre un modèle de référence et une évolution socio-économique aux effets trop radicaux et trop divers pour que ce modèle soit approprié par l'ensemble de la profession » (p. 109). Plusieurs éléments entrent en ligne de compte dans cette crise, en particulier le rapport à la terre, au patrimoine : « Le rapport à la terre s'est transformé mais l'attachement au patrimoine emprunte d'autres voies : il peut exprimer le refus d'une mobilité géographique, si ce n'est pas sociale, qui se traduit prosaïquement par le refus d'acheter certes mais aussi de vendre » (p. 115). Ces transformations ont abouti à la recherche de nouvelles stratégies de compensation identitaire.
- 4 On peut aussi se poser la question de savoir quelles sont les relations entre ces ruptures et le fondamentalisme agraire et ce qu'on veut dire quand on parle d'idéologie agrarienne : « Il faut entendre par idéologie agrarienne et unitaire un système de représentation qui considère la terre et sa mise en valeur comme la richesse première et qui tient le monde agricole dans ses multiples composantes sociales comme le soubassement de l'organisation sociale » (p. 134). Il est évident que les physiocrates ne sont pas loin et que cette idéologie se présente « comme l'affirmation identitaire d'un groupe social menacé » (p. 135).
- 5 La « cassure identitaire » (p. 142) provient de cinq ruptures. La première est d'ordre démographique : la population diminue et vieillit. La deuxième concerne la famille agricole : les jeunes agriculteurs sont souvent célibataires ou mariés à un conjoint qui travaille à l'extérieur. La troisième a trait au territoire agricole, en ce sens que l'agriculture ne « tient » plus le territoire européen. La quatrième est la rupture entre agriculture et alimentation, la cinquième : la rupture entre agriculture et nature. On ne s'étonnera pas, après cela, que cette société soit en quête de son « mythe fondateur » (p. 153).
- 6 Les paysages ruraux font aussi l'objet de deux communications : comment sont-ils composés ? comment se sont-ils modifiés ? et surtout comment sont-ils perçus ? L'engouement dont ils sont l'objet se renforce de jour en jour. Quant à la réforme de la PAC, les auteurs prévoient son « inévitable réforme ». Comment concilier « la forte autonomie des politiques nationales dans le cadre communautaire, y compris dans l'application nationale des réglementations communes » (p. 309) et le désir d'homogénéiser les législations et même d'aboutir à une législation commune ? Les premiers pas sont déjà faits, mais le chemin reste long.
- 7 Cet ouvrage, complété par une excellente bibliographie, est donc riche de réflexions. Il interroge l'avenir. On pose souvent la question de ce qui l'emporte entre la continuité et

la rupture, entre la permanence et le changement. Dans les campagnes européennes, il semble clair que ce dernier prévaut, bien que la continuité ne puisse être évacuée. Une Europe « nouvelle », des campagnes « nouvelles » marquées, néanmoins, par le poids d'un passé toujours « présent ».

NOTES

1. Le cas des pays du Bénélux incite même à se demander s'il y a jamais eu de réelles coupures entre l'urbain et le rural.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle